

Des militants mexicains s'en prennent à une compagnie minière canadienne

24 août 2007 | Lisa-Marie Gervais | Actualités internationales



Photo: Jacques Nadeau

Les membres du Frente Amplio opositor ont tenu hier un acte public de protestation au taux d'hémoglobine plutôt élevé pour sensibiliser la population à leur cause.

Une coalition mexicaine s'opposant aux activités minières d'une entreprise canadienne près de la ville de San Luis Potosi est de passage à Montréal pour tenter de trouver un appui à sa lutte. En compagnie de divers organismes d'ici, les membres du Frente Amplio opositor (FAO) ont tenu hier un acte public de protestation pour sensibiliser la population à leur cause, devant la banque CIBC, le principal investisseur de l'entreprise minière.

Le FAO dénonce les abus présumés commis par Minera San Xavier, une propriété de Metallica Resources, une compagnie enregistrée à Toronto mais qui opère depuis Denver au Colorado. Selon cette organisation, le projet d'extraction d'or et d'argent conduit à la dévastation de Cerro de San Pedro, un village colonial historique vieux de plus de 400 ans dans l'État de San Luis Potosi, au centre du Mexique.

En opération depuis 2006, la mine créera une crevasse à ciel ouvert d'environ 1,5 km de long et de 300 m de profondeur durant les dix années estimées de son exploitation. Selon le bulletin de production de la compagnie Metallica Resources de 2007, la réserve totale, soit des millions d'onces d'or et d'argent, pourrait rapporter des milliards de dollars de revenus estimés sur environ dix ans.

Le FAO craint aussi que les 15 tonnes de cyanure diluées quotidiennement dans 30 millions de litres d'eau contaminent la nappe phréatique, qui approvisionne 1,5 million de personnes, et fasse disparaître des espèces déjà protégées par décret de la flore et la faune. Jorge Mendizábal, le directeur général de Minera San Xavier, assure que les activités de la mine sont menées de façon responsable et qu'elles ont la faveur de la majorité des familles concernées. «Nous avons un appui sans réserve de la majorité des familles qui vivent à San Pedro, insiste-t-il. Sur le plan environnemental, nous sommes l'entreprise la plus surveillée du Mexique et probablement de toute l'Amérique du Nord.»

Une mine illégale?

Selon l'historien Juan Carlos Ruiz, un fervent opposant à la mine et militant au sein du FAO, la compagnie minière canadienne oeuvrerait sans respecter toutes les normes dans le pays. La dernière d'une longue série de batailles juridiques, qui date d'au moins sept ans, serait toujours en cours au tribunal fiscal et administratif. Exaspéré par ce litige qui n'en finit plus, le FAO souhaite en arriver à un règlement une fois pour toutes. «On est asphyxié par l'injustice. On est à la veille d'épuiser les derniers recours juridiques», a indiqué M. Ruiz.

En attendant, des citoyens, travailleurs et autres militants membres d'organismes appuyant le FAO continuent de lutter. À coups de festivals, de manifestations et de recours en justice grâce à des avocats bénévoles qui s'opposent à la mine. En février dernier, des militants ont même «assiégé» symboliquement l'ambassade canadienne à Mexico durant sept heures.

Les efforts du FAO pour trouver des appuis à l'échelle nationale et internationale a eu des échos jusqu'à Montréal, où un groupe de recherche universitaire, subventionné par une bourse du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), s'est mobilisé. Dans une perspective plus large, des chercheurs de l'université McGill ont ainsi entrepris un travail de documentation afin de brosser un vaste portrait de la situation de l'exploitation des compagnies minières canadiennes en Amérique latine. D'autant que le panorama tend à changer rapidement, explique l'historien de l'université McGill, Daviken Studnicki-Gizbert. D'une douzaine de mines canadiennes il y a cinq ans, elles seraient maintenant plus de 200 en Amérique latine.

«Le cas de Cerro San Pedro est un cas emblématique de ce qui se passe partout en Amérique latine. C'est pourquoi la société civile doit se mobiliser», note Juan Carlos Ruiz, en s'avouant peu optimiste.